

## ILS ONT ATTEINT 62 DOLLARS À LONDRES

## Les prix du pétrole repartent à la hausse

**Ils rebondissent. Les cours du pétrole s'affichaient en hausse hier, tant en matinée sur les marchés asiatiques qu'en cours de journée sur les places de New York et de Londres où l'or noir valait près de 62 dollars.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ainsi, le baril de Light sweet crude (WTI), pour livraison en mars, s'appréciait de 27 cents dans les échanges électroniques matinaux en Asie, à 53,05 dollars.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait alors 56 cents, à 61,96 dollars. Un rebond certain en début d'après-midi. Le baril de Brent valait 61,97 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 57 cents par rapport à la clôture de lundi.

La référence du brut européenne a atteint lundi son plus haut niveau depuis le 22 décembre 2014, à 62,57 dollars le baril. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de WTI pour la même échéance gagnait 33 cents à 53,11 dollars.

La veille, lundi, le baril de WTI avait grignoté 26 cents à 53,04 dollars en fin de séance en Europe. Le baril de Brent valait au même moment 61,84 dollars sur l'ICE de Londres, en hausse de 32 cents. Depuis le début de la semaine, les cours de l'or noir semblent être soutenus par le

retour de l'appétit des investisseurs pour la matière première, estiment plusieurs analystes.

Les prix du Brent, la référence européenne du brut, ont gagné près de 30% depuis leur plus bas cette année, atteint le 13 janvier, lorsque le baril de Brent valait 45,19 dollars, et était au plus bas depuis mi-mars 2009. Une remontée des cours, après une dégringolade remarquable à moins de 50 dollars, que l'évolution de la production pétrolière américaine a stimulée, notent des observateurs. Certes, la production des Etats-Unis enregistre encore des records de croissance mais avec cependant moins de puits de forages actifs.

Selon le décompte publié vendredi par le groupe parapétrolier Baker Hughes, très attendu des opérateurs de marché ces dernières semaines, il y avait 84 plateformes en activité de moins la semaine dernière aux Etats-Unis, portant le nombre total d'unités en fonction à 1 056. Une diminution qui laisse entrevoir un resserrement production/stocks/con sommation salulaire pour les cours. Mais qui suscite également l'optimisme de certains pays producteurs, notamment le Koweït dont le ministre du

Pétrole, Ali al-Omaïr, a estimé que le prix du pétrole s'était amélioré plus rapidement. «Je pense que l'amélioration va durer (...) Les prix commencent à se consolider et on espère de meilleurs prix au deuxième semestre de 2015», déclare-t-il lors d'une conférence sur le pétrole et l'environnement.

Par ailleurs, la poursuite des attaques en Libye contre des installations pétrolières pourrait se traduire par une nouvelle réduction de la production du pays. Celle-ci est tombée à 150 000 barils par jour (bj) en Libye après l'attaque sur le pipeline qui relie les champs pétroliers de Sarir qui produisaient 185.000 bj au port de Marsa al-Hariga, selon JBC Energy.

Par ailleurs, le groupe Etat islamique (EI) semble gagner du terrain notamment dans le centre du pays, faisant craindre de plus fortes répercussions sur le plan géopolitique dans le Moyen-Orient.

Du côté de l'Irak, les retards de livraison causés par le mauvais temps ont réduit considérablement les volumes d'exportation du pays. Les exportations de pétrole depuis le sud de l'Irak sont à peine arrivées à 1,5 million de barils par jour dans les dix premiers jours de février, soit moitié moins que prévu pour le mois et 900 000 barils de moins qu'en janvier, estiment des ana-



Photo : DR

Cette légère remontée se poursuivra-t-elle ?

lystes de Commerzbank. De bonnes nouvelles pour un marché plombé par la surabondance d'offre.

L'annonce de la baisse des investissements dans le secteur pétrolier mondial continuait également de soutenir les cours du pétrole. Côté demande, le marché continue de suivre la reprise économique encore trop faible dans la zone euro et les négociations entre Bruxelles et Athènes sur la dette grecque.

Légère, cette remontée se poursuivra-t-elle ? Quelle position adoptera l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), rétive en novembre 2005 à modifier son plafond de production à 30 millions de barils par jour, incapable de gérer efficacement l'impact du boom pétrolier

américain et les pressions des grandes puissances et à pouvoir transcender les intérêts contradictoires de certains de ses membres.

Or, la baisse des cours, entamée depuis la mi-2014 et dont les répercussions ont été assez négatives pour moult pays pétroliers dont l'Algérie, trouve-t-elle en fait son plancher ? Le marché pourra-t-il arriver à l'absorption de l'excédent d'offre ? Quels rôles donc pour l'Opep mais aussi pour les pays non-Opep dans la régulation plus efficiente de l'offre ?

Une régulation à laquelle l'Algérie œuvre depuis quelques semaines, engageant une offensive diplomatique assez soutenue. Sera-t-elle enfin payante ?

C. B.

À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE  
DES TRAVAUX PUBLICSUn plan de prévention  
contre les risques naturels

Le ministère des Travaux publics est en cours d'élaboration d'un plan de prévention contre les risques liés aux catastrophes naturelles. C'est ce qu'a indiqué hier, le directeur de la recherche et de la prospective au ministère des Travaux publics.

Ce plan de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles est en phase de conception, a souligné Abdelbaqui El Ouahdi, qui s'exprimait hier lors d'une journée d'étude sur le comportement des barages face aux séismes organisée par l'Ecole nationale supérieure des travaux publics. Selon ce responsable, l'objectif de ce plan est de protéger les infrastructures de base, notamment les ouvrages d'arts et les tunnels. «Le meilleur moyen de protéger nos infrastructures et notre patrimoine aéroportuaire et maritime c'est de mettre en place des plans de prévention des risques», a souligné l'intervenant.

La première démarche, dit-il, qui est déjà en cours, est liée à l'élaboration du contexte en identifiant les points faibles et les aspects liés aux comportements des infrastructures routières face aux phénomènes naturels. Ensuite vient l'étape de l'identification des risques, notamment les risques sismiques, géotechniques (glissement de terrain) et hydro-climatiques (inondations ou défaut de drainage qui peuvent remettre en cause la stabilité des infrastructures).

Quant aux risques naturels dans les régions du sud, ils sont liés essentiellement à l'écart des températures. «A partir de ces risques, nous allons élaborer le profil des risques sur la base duquel nous allons faire l'évaluation des risques en matière de conséquences, impacts et leurs fréquences et une fois le profil fixé, nous allons élaborer le plan de prévention et lancer différents scénarios de protection», a expliqué M. El Ouahdi.

S. A.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Comment concrétiser un schéma  
directeur sans repères politiques ?

**L'aménagement du territoire d'un pays est déterminé par le projet de société ou par un consensus politique national qu'aurait adopté la classe politique de ce pays. Le contraire est possiblement valable. C'est-à-dire que l'aménagement du territoire détermine le projet de société de ce pays.**

En Algérie, tout le monde s'accorde à dire que notre pays n'a pas de projet de société. Comment faire pour concrétiser le schéma directeur pour l'Algérie de l'aménagement mis en branle ? C'est la question que nous aurions aimé poser à madame Dalila Boudjemaâ, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement en visite à Boumerdès.

La ministre est venue dans la ville de Boumerdès pour présider la journée d'information concernant le «relancement» de l'étude relative au schéma d'aménagement de l'espace de programmation territoriale (SEPT) nord-centre qui, rappelons-le, concerne dix wilayas (Alger, Boumerdès, Chlef, Aïn Defla, Blida, Tipaza, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa).

Il existe 9 SEPT à travers le territoire national. En dépit de l'insistance des confrères, la ministre a refusé d'animer un point de presse. «Sûrement pour ne pas répondre à

des questions sur le problème du gaz de schiste, d'autant que son département, première instance intéressée par ce problème est resté en retrait du débat imposé par les citoyens d'In Salah». Souffle un confrère. On aurait aimé avoir quelques indications de la ministre pour esquisser une réponse, d'autant plus qu'en matière de projet de société, et là tout le monde en convient, notre pays en est dépourvu.

De plus, la notion de gouvernance consensuelle est étrangère au gouvernement actuel. Or, tous les techniciens diront : sans un projet global ou consensus politique, point de projet d'aménagement du territoire. La preuve se voit sur le terrain.

Le commun des mortels peut faire le constat dans nos villes. Nous avons également une autre question sur l'alternative de la création de pôles régionaux intrinsèquement homogènes pour faire émerger les spécificités régionales. Nous sommes restés sur notre faim.

Durant cette rencontre de relancement du projet lancé par Cherif Rahmani, étrangement mis entre parenthèses, puisqu'il est question de remplacement, et non pas de renforcement, les participants n'ont abordé que les aspects techniques. Les commis de l'Etat peuvent-ils faire autrement ? Nous savons tous qu'un plan global d'aménagement

du territoire prend naissance dans une arène politique. Or, le projet est d'une grande importance et il influencera la gestion du pays sur plusieurs générations. «Ce projet, d'ampleur hautement stratégique sur l'aménagement du territoire et du développement durable de cet espace Nord-Centre a pour objectif : «de dégager les axes prioritaires d'intervention et d'équipements de ce territoire, d'inscrire l'évolution maîtrisée de cette région dans une véritable vision stratégique à l'horizon des 20 prochaines années». Lit-on dans le communiqué de presse de ce séminaire pour lequel ont pris part les walis concernés ainsi que les cadres et les élus des départements cités plus haut.

Il est question plus loin, dans ce document «de mettre en cohérence les politiques de l'Etat et des collectivités locales en matière d'aménagement et de développement durable du territoire, de promouvoir la complémentarité économique, sociale et institutionnelle ntra et inter-régionale, concertée et volontariste et enfin privilégier la valorisation optimale des ressources rares (sols, eau, énergie, emploi, compétences humaines, équipements...)»

La ministre a demandé à son auditoire de lui faire des propositions qu'elle présentera au Conseil du gouvernement pour adoption.

Abachi L.